

**Trombinoscopes "Chercheurs d'humanité"
Penseurs et acteurs du changement sociétal**

**15 - En Russie, en Ukraine, en Europe...
Opposants à la dictature
de Vladimir Poutine**



Les raisons de la chute probable de V. Poutine

L'Ukraine a réussi à mettre Poutine dans une impasse autant militaire que politique, alors qu'elle est devenue le plus grand atout de la défense européenne.*

Les raisons en sont multiples :

- l'unité nationale et de la résistance héroïque - armée et non-violente - de son peuple,
- l'aide militaire européenne et états-unienne, en matériel et en formation,
- les sanctions économiques et politiques occidentales,
- l'affaiblissement de la Russie par ses pertes humaines (exilés de Poutine et soldats morts au front) et par ses dépenses militaires (qui avaient déjà contribué à l'effondrement de l'Union soviétique)
- les désertions et les actes de désobéissance de soldats russes, dont on connaît mal l'ampleur,
- et la résistance de la population démocrate russe, tant les Russes en exil que les femmes et mères de soldats.

Rappelons d'abord ce qui est à l'origine de la folle aventure de l'agression de l'Ukraine.



* Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, fait remarquer que depuis 1945, toutes les grandes puissances qui ont mené des guerres contre des peuples luttant pour leur liberté ont été battues : La France en Indochine et en Algérie, les États-Unis au Vietnam et en Afghanistan, la Russie en Afghanistan, etc.

L'impérialisme

"Les sources philosophiques du poutinisme, si diverses soient-elles, reposent toutes sur deux piliers : l'idée d'empire et l'apologie de la guerre", écrit Michel Eltchaninoff, philosophe, dans son livre Dans la tête de Poutine.

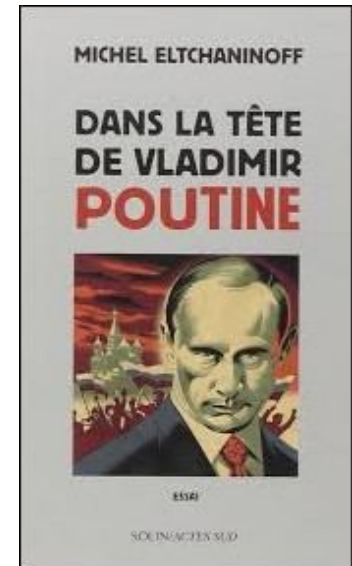
La cause principale de la guerre est l'impérialisme* de Vladimir Poutine, qui s'est manifesté à plusieurs reprises :

- annexion de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en Crimée en 2008,
- annexion de la Crimée en 2014 après un référendum organisé par les dissidents russophones soutenus par le Kremlin,
- soutien puis annexion des républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk à l'Est du Donbass en 2022.

Mais aussi

- en Afghanistan (1979-1989),
- en Syrie (2015),
- et à l'extérieur de la Russie (Syrie, Venezuela, Libye, Centrafrique, Mali, Ukraine) avec le Groupe Wagner, société militaire privée télécommandée et financée par Evgueni Prigojine, un oligarque proche de Poutine.

* L'impérialisme est la politique d'un État visant à réduire d'autres États sous sa dépendance politique ou économique.





La dictature

Les dictatures reposent sur le mensonge, la peur (ou la terreur), les idéologies de haine, d'exclusion, de désignation de boucs-émissaires.

À une moindre échelle, les partis extrémistes dans les démocraties, principalement l'extrême-droite, utilisent aussi ces moteurs.

En Russie, le pouvoir de Poutine repose

- sur la complicité des oligarques et de la *nomenklatura*,
- sur la soumission d'un Parlement aux ordres,
- sur la complicité de l'Église orthodoxe,
- sur la répression exercée par une autorité judiciaire dépendante
- et par un système policier,
- sur le soutien d'autres dictatures (Chine, Corée du Nord, Iran).



Images

- Kirill (Vladimir Goundiaïev, un ancien agent du KGB), patriarche de l'Église orthodoxe russe, totalement en accord avec la vision du dictateur et inféodée au Kremlin. Elle dénonce l'Occident corrompu ("homosexualité", "consommérisme", etc.) et approuve l'agression russe en Ukraine, considérée comme étant une province de la Russie éternelle

- L'écrivain Timofeï Sergueïtsev, un des principaux idéologues de la « dénazification » de l'Ukraine, qu'il avait annoncée dès avril 2021, et qui est l'objectif avancé par Vladimir Poutine pour justifier l'invasion russe en Ukraine.

- Dmitri Medvedev, auparavant considéré comme une figure modérée, s'impose aujourd'hui comme l'un des détracteurs les plus féroces et haineux des pays occidentaux.





La dictature

Cela dans un pays qui, pendant la période tsariste puis soviétique, a très peu connu la démocratie, et où les démocrates sont encore minoritaires.

Images

- Logo du FSB, service de renseignement de la Russie, chargé des affaires de sécurité intérieure. Le FSB est le principal successeur du FSK, lui-même successeur du KGB soviétique.

- Vladimir Poutine (Russie), Xi Jing Ping (Chine) et Kim Jong u (Corée du Nord) à Pékin en sept. 2025, avant le défilé militaire marquant le 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale

- La Douma d'État. *« La pratique montre que les clivages politiques ou idéologiques ne jouent aucun rôle à la Douma. [...] Le Kremlin exerçant un effet magnétique sur la vie politique et parlementaire, la confrontation de la Chambre basse avec le pouvoir exécutif s'apparente à une mise en scène destinée à masquer les marchandages qui s'opèrent en coulisse. En fait, la majorité des électeurs semble consentir à la domination d'une classe dirigeante qui combine et agrège le pouvoir économique et le pouvoir politique et respecte les procédures formelles de la démocratie. »*

Jean-Robert Raviot, *Le triomphe de l'ordre établi*,

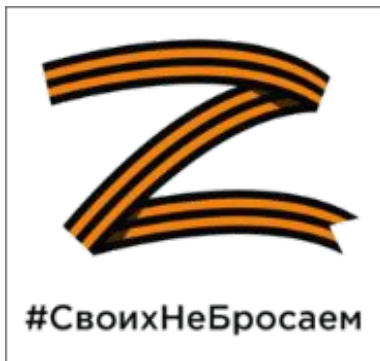




Le nationalisme

En théorie, le parti au pouvoir, 'Russie unie,' affirme que sa vision de la Russie est celle d'une république multinationale tolérante, mais en pratique, les rares républiques autonomes qui ont tenté en 1992 de se déclarer indépendantes ou d'augmenter leur autonomie, comme le Tatarstan ou la Tchétchénie, ont été fermement ramenées dans le rang de la Fédération de Russie.

Même les États voisins théoriquement souverains mais ex-soviétiques qui ont tenté de quitter la sphère d'influence russe ont subi des actions militaires visant à les y ramener : ce sont les guerres d'Ossétie (1991-92 et 2008), du Dniestr (1992), d'Abkhazie (1998), de Géorgie (2006) et d'Ukraine (depuis 2014).



Le nationalisme est l'idéologie de mouvements politiques déclarant vouloir exalter une nation sous toutes ses formes (État, culture, religion, ethnie, langue, histoire, traditions, préférence nationale pour l'emploi, etc.), par opposition aux autres nations et populations. Il se manifeste le plus souvent par le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, etc.

Bien que certains le fassent remonter au règne de Pierre le Grand (parce qu'il voulait faire de son pays une grande puissance), le nationalisme russe dans ses formes modernes a pris naissance au début du XIX^e siècle, notamment lorsque l'Empire russe fut attaqué par Napoléon, et a été réactivé par Staline en 1941, lorsque le Troisième Reich attaqua l'Union soviétique.

Images - Logo du parti 'Russie unie'

- La lettre « Z » aux couleurs du ruban de Saint-Georges, utilisée par l'armée de la fédération de Russie, également utilisée comme symbole nationaliste russe par les "*Patriotes en colère*" lors de la guerre russo-ukrainienne de 2022.

Le militarisme



Le militarisme est une idéologie politique, ou du moins un courant de pensée, qui prône la primauté de la force militaire dans les relations interétatiques et dans l'organisation intra-étatique*. Il a connu de nombreuses incarnations au cours de l'histoire. Ses tenants affirment que l'armée est le meilleur instrument au service de la nation.

La hantise de l'encerclement de la Russie par des forces étrangères hostiles remonte aux tsars, dans un pays dépourvu de frontières naturelles puisque les fleuves sont gelés en hiver.

* Précisons toutefois, bien sûr, qu'un État qui s'arme pour se défendre n'est pas militariste. Il le devient si ses dirigeants décident que tout leur effort doit porter sur l'institution, la puissance et des dépenses militaires, sans que la menace le justifie vraiment.

- L'armée russe est la 2ème plus puissante du monde : 900 000 hommes (650 000 militaires d'active et 250 000 conscrits) dans l'armée de terre, plus 75 000 parachutistes des forces aéroportées, 190 000 dans l'armée de l'air, la défense aérienne, les missiles balistiques, 160 000 dans la marine, 6 000 ogives nucléaires (5 500 pour les États-Unis). Cela qui ne signifie pas, bien sûr, la plus efficace : elle est tenue en échec par l'Ukraine... Par ailleurs le budget militaire des États-Unis est bien supérieur à celui de la Russie.

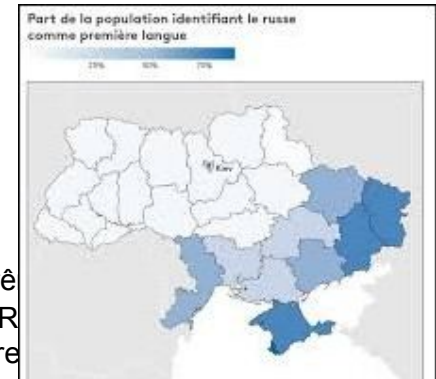
- Le RS-28 Sarmat, renommé par l'OTAN 'Satan 2', est le petit frère de la 'Tsar Bomba' de 50 mégatonnes en 1961, la plus forte qui ait jamais explosé. Ce missile balistique intercontinental d'une centaine de tonnes peut embarquer 12 têtes nucléaires et parcourir jusqu'à 10 000 kilomètres à 25 000 km/h (7 km/s, soit Moscou-Londres en 6 mn). Sa puissance est de 50 mégatonnes (2000 x Hiroshima). Il est équipé d'une technologie furtive pour tromper les systèmes radars ennemis. Il constitue une réponse au programme états-unien *Prompt Global Strike*, qui a pour but de pouvoir atteindre n'importe quelle cible sur la planète en moins d'une heure.

Les autres responsabilités

L'Ukraine est clairement un pays agressé, mais ses gouvernants ont subi et accepté trop longtemps sans les mettre hors

d'état de nuire des groupements d'extrême droite, très minoritaires mais extrême "musclés" et nocifs dans le pays et principalement dans le Donbass, haineux envers la Russie violents envers les populations russophones et russophiles, y compris par le meurtre bien sûr, parler comme Poutine de « génocide » revient à présenter un phénomène marginal comme une extermination massive et programmée.

Le gouvernement ukrainien a commis l'erreur décisive de préparer en 1996 un projet de loi visant à assurer la **prédominance de la langue ukrainienne** tout en accordant des droits linguistiques importants dans certains domaines aux minorités nationales, dont feraient dorénavant partie les russophones. La loi sur la langue de 2019 dispose que « la seule langue officielle en Ukraine est langue ukrainienne. ». Imagine-t-on la Belgique, la Suisse ou le Canada imposer une seule langue officielle ? Cette politique a évidemment heurté la population russophone et a fourni à la Russie un nouveau prétexte pour soutenir les séparatistes et pour annexer ensuite les oblasts russophones de Donetsk et de Lougansk à l'Est du Donbass.



Les Occidentaux ont aussi une part de responsabilité. Pour Graham Fuller, ancien vice-président du Conseil national du renseignement à la CIA, en charge des analyses du renseignement mondial, « *la responsabilité subsidiaire incombe aux États-Unis (OTAN) qui ont délibérément provoqué une guerre avec la Russie en imposant implacablement leur organisation militaire hostile, et ce, en dépit des avertissements répétés de Moscou quant au franchissement des lignes rouges, et cela jusqu'aux portes mêmes de la Russie.* »

Comme le dit aussi Alain Juppé, « *Nous, Occidentaux, avons pu commettre des maladroites, en laissant entendre que l'Otan voulait continuer à s'étendre aux frontières de la Russie.* »

Image du bas : En bleu, part de la population ukrainienne ayant le russe comme 1^{ère} langue



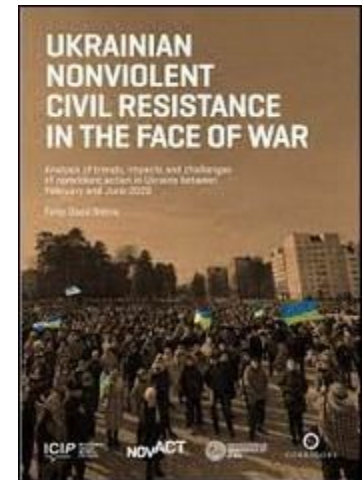
Opposition à la guerre : le rôle majeur des sociétés civiles

La leçon principale de la guerre en Ukraine est que les sociétés civiles auront, de plus en plus, un rôle déterminant pour résister à l'oppression et combattre contre la guerre :

- la société civile du pays agresseur, pour se dresser contre la dictature et dénoncer l'agression, encourager l'objection de conscience et la désertion des soldats ;
- la société civile du pays agressé, pour résister à l'invasion ou à la déstabilisation ;
- les sociétés civiles des autres pays, pour soutenir les agressés : manifester par milliers pour montrer leur solidarité, accueillir les réfugiés, accepter les conséquences des sanctions économiques décidées contre le pays agresseur, etc.

« Là où les sociétés se mobilisent, les dictatures sont à la peine. Défendre les sociétés, c'est renforcer la démocratisation des relations internationales »

Guillaume Devin Professeur à Sciences Po Paris.



Lioudmila Alexeïeva

(1927-2018), historienne soviétique puis apatride, états-unienne et russe. Formation d'archéologue, diplômée en histoire, étudie ensuite à 'l'Institut d'économie et de statistiques' de Moscou, rejoint le Parti Communiste.

En 1966, fait campagne pour défendre Andreï Siniavski et Iouli Daniel, deux écrivains arrêtés et jugés à cause de la publication de leurs œuvres à l'étranger. À la fin des années 1960, signe des pétitions pour la défense des dissidents Alexandre Ginsburg et Iouri Galanskov. En 1968, expulsée du Parti Communiste et congédiée de son poste dans l'édition. Entre 1968 et 1972, dactylographe clandestine pour la première publication d'opposition, la *Chronique des événements en cours*, consacrée aux violations des droits humains en URSS. En 1976, membre fondatrice du 'Groupe Helsinki' de Moscou. En 1977, est obligée de quitter l'URSS, et s'installe aux États-Unis avec sa famille.

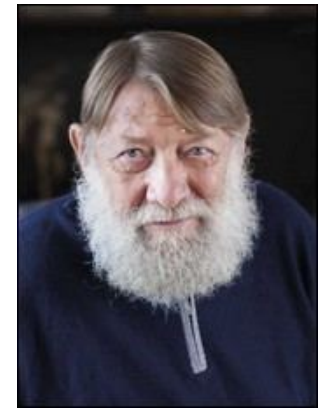
Revient en Russie en 1993, après la dislocation de l'Union soviétique. En 2009, rejoint le 'Conseil présidentiel russe pour les droits humains et la société civile' dont elle démissionne en 2012. Selon elle, la nouvelle méthode d'élection des membres du Conseil par vote électronique demandée par Vladimir Poutine vise à détruire le Conseil en tant qu'organisation opérationnelle de défense des droits humains.

En 2009, manifeste avec une pancarte 'Respect de la Constitution'. En 2010, est agressée en direct à la télévision dans une station de métro par un homme alors qu'elle rend hommage aux victimes des attentats du 29 mars 2010 dans le métro de Moscou. Elle est décrite comme une ennemie de la Russie par le mouvement nationaliste pro-Poutine Nachi



Galia Ackerman et Stéphane Courtois

G. A., née en 1948 à Moscou, écrivaine, historienne, journaliste, essayiste et traductrice littéraire franco-russe, spécialiste du monde russe et ex-soviétique.



S. C., né en 1947, historien français, professeur à 'l'Institut catholique de Vendée' (ICES) à La Roche-sur-Yon, après une carrière au CNRS. Directeur de collection, s'est spécialisé dans l'histoire des mouvances et des régimes communistes.

Directeurs éditoriaux de l'ouvrage *Le livre noir de Vladimir Poutine* (2022) qui rassemble les meilleurs spécialistes français et étrangers de la Russie : Françoise Thom, Nicolas Tenzer, Antoine Arjakovsky, Mykola Riabtchouk et Iryna Dmytrychyn, Thorniké Gordadzé, Cécile Vaissié, Andreï Kozovoï, Yves Hamant etc.

La guerre contre l'Ukraine provoque de terribles tragédies humaines, d'immenses destructions matérielles, et pose une question cruciale : qui est Vladimir Poutine, cet homme qui refuse de tirer les leçons de l'effondrement de l'URSS en 1991 et ne rêve que de retour aux frontières de l'empire tsariste et du rétablissement d'un régime utilisant les méthodes totalitaires du KGB ?

Comment a été formé cet *homo sovieticus* né à Leningrad en 1952 dans un milieu très modeste ? Pourquoi fut-il fasciné très jeune par l'idée " héroïque " de travailler au KGB ? Quelles y furent ses activités jusqu'à l'implosion de l'URSS ? Comment ce modeste lieutenant-colonel a-t-il pu se hisser au sommet du pouvoir dans la Russie post-soviétique ? Pourquoi a-t-il déclenché plusieurs guerres très meurtrières, d'abord en Tchétchénie en 1998, puis en Géorgie en 2008, en Crimée et au Donbass en 2014, et enfin dans toute l'Ukraine ? Pour quelle raison a-t-il fait de la conquête de l'Ukraine une obsession personnelle ?





Sergueï Kovalev

(1930-2021). Biologiste ukrainien, spécialiste du système ner-veux. Auteur de plus de 60 publications scientifiques, étudie l'électro-physiologie du tissu myocardique. Conteste les théories génétiques de Lyssenko, maître à penser de la science officielle.

Dès 1967, s'engage pour la défense des droits de l'homme. Exclu de l'université comme son ami Alexandre Lavout*, participe à la section moscovite d'*Amnesty International*. Début 1972, rejoint le groupe de rédacteurs de la *Chronique des événements en cours* et prend rapidement en charge la fonction de rédacteur en chef.

Condamné en 1974 à 7 ans de camp à régime sévère et 3 ans d'exil intérieur.

Élu député en 1994 après la chute du communisme. S'oppose à la guerre en Tchétchénie et la dénonce partout dans le monde. Depuis le début des années 2000, est l'un des adversaires les plus sévères et les plus intransigeants de la politique intérieure et extérieure du président Poutine. À partir de 1992, président de l'asso-ciation 'Memorial Russie'. 'Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit' du Parlement européen en 2009.

* **Alexandre Lavout** (1929-2013), mathématicien et géophysicien russe, prisonnier politique (1980-1983), puis exilé (1983-1986).



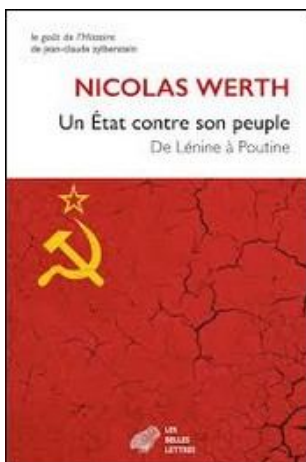


Nicolas Werth



Né en 1950, historien français. Fils d'un journaliste anglais, Alexander Werth, d'ascendance russe, qui a passé en URSS les années de guerre. 'École normale supérieure' de Saint-Cloud, agrégé d'histoire, spécialiste de l'histoire de l'Union soviétique. A enseigné dans le secondaire et à l'étranger (Minsk, New York, Moscou, Shanghai), et a occupé le poste d'attaché culturel auprès de l'ambassade de France à Moscou durant la *perestroïka* (1985-1989). Directeur de recherche à 'l'Institut d'histoire du temps présent', affilié au CNRS. Auteur ou coauteur de plus de 20 ouvrages.

Préside l'association 'Mémorial-France', la branche française de l'association russe 'Memorial', et le réseau international de 'Memorial.'



« Le 24 février 2022, l'opinion mondiale découvre avec stupeur le discours de Vladimir Poutine justifiant l'invasion de l'Ukraine, au prétexte de faire cesser un "génocide" exercé par un régime qu'il convient de "dénazifier". Cette extraordinaire falsification de l'histoire s'inscrit dans le droit fil du grand récit national construit au cours des vingt dernières années par Vladimir Poutine et dont l'ONG Mémorial fit les frais en 2021. Ce récit, exaltant la grandeur d'une "Russie éternelle" face à un Occident agressif et décadent, n'admet aucune contestation pour servir les intérêts géopolitiques d'un régime dictatorial et répondre aux attentes d'une société désorientée suite à l'effondre-ment du système soviétique. »

Françoise Thom

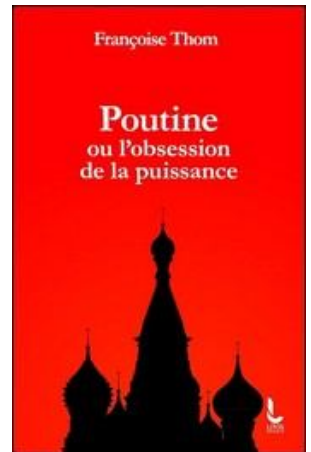
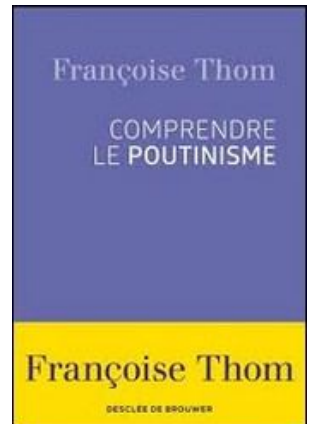
Née en 1951, historienne et soviétologue française. Agrégée de russe, ex-maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste de la Russie postcommuniste, autrice d'ouvrages d'analyse politique sur le pays et ses dirigeants.

En 2018, publie *Comprendre le poutinisme**, dans lequel elle rappelle l'ancienne appartenance de Vladimir Poutine au KGB et étudie la « propagande du pouvoir russe ».

Dans *Poutine ou l'obsession de la puissance* (2022), présente le poutinisme comme un phénomène inédit dans l'histoire, un régime nihiliste obsédé de puissance, qui s'adonne à la nuisance sans le moindre motif rationnel, au détriment même des intérêts de la Russie.

* Le livre *Comprendre le poutinisme* (2018) analyse l'idéologie russe visant à liquider la nation ukrainienne en œuvre au travers du texte publié sur le site de l'agence officielle d'informations, *Ria Novotsia*, par l'idéologue pro-poutinien Timofeï Sergeivetz*, en avril 2022 intitulé « Que doit faire la Russie avec l'Ukraine ? ». Au travers d'une méthodique relecture et vérification, elle souligne qu'il s'agit de "*la mise en œuvre d'une politique délibérée de rééducation par la terreur du peuple ukrainien*" dont les premiers effets se retrouvent avec le massacre de Boutcha et l'instauration de camps de filtration par les forces russes sur le sol ukrainien.

Associé à l'université d'État de Moscou, Timofeï Sergeivetz a appelé à l'extermination totale de l'Ukraine et des Ukrainiens en tant que pays et groupe distincts, ce qui est vu comme un appel au génocide. Un des principaux idéologues et théoriciens de la « *dénazification* » de l'Ukraine affichée par le président russe comme but de guerre de l'invasion de l'Ukraine.





Salomé Zourabichvili

Né en 1952, femme politique géorgienne. Fille d'immigrés géorgiens installés en France depuis l'invasion soviétique de son pays, entre dans le service diplomatique français dans les années 1970, ambassadrice de France en Géorgie en 2003.

En 2004, ministre des Affaires étrangères de la Géorgie. Négocie les premiers pas de l'intégration de la Géorgie au sein de l'Union européenne et de l'OTAN. Négocie le retrait des bases militaires russes en mai 2005. En 2006, crée le parti 'Voie de la Géorgie.' En 2008, la Russie étend son emprise sur les provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, dont elle reconnaît l'indépendance et qu'elle entend progressivement détacher de la Géorgie. Diplomate auprès de l'ONU puis députée au Parlement de Géorgie.



Présidente de la Géorgie de 2018 à 2024. Donne la priorité à l'intégration de la Géorgie au sein de l'UE et de l'OTAN, devient l'architecte de la déclaration de Petra, qui tente d'unifier les efforts de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie dans cette orientation. En nov. 2025, le gouvernement issu du parti 'Rêve géorgien' devenu pro-russe à partir de 2021 suspend le processus d'adhésion à l'UE.

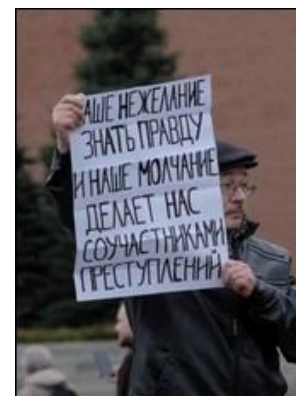
« Sur le papier, la Géorgie existe en tant qu'État indépendant. Mais tous les fondements qui constituent un État indépendant sont érodés par le parti au pouvoir, qui applique les méthodes russes. »

Oleg Orlov

Né en 1953, biologiste russe, défenseur non-violent des droits humains, président du Centre des droits de l'homme 'Mémorial' qui mène des recherches sur le respect des droits humains et du droit humanitaire international. À la tête du programme *Hot Spots* de 'Mémorial', établi en 1990, qui travaille dans les zones de conflits qui peuvent dégénérer en conflits armés, ainsi que dans les situations post-conflit : de 1991 à 1994, observateur des zones de conflit en Arménie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, en Moldavie et du conflit Ingouchie-Ossétie dans le Caucase du Nord. En 1995, fait partie des personnalités s'étant volontairement livrées à des combattants tchétchènes en échange de la libération d'otages. En 2007, est kidnappé et battu par des hommes armés en Ingouchie, une république russe du Caucase, voisine de la Tchétchénie.

Avec Sergueï Kovalev, Lioudmila Alexeïeva et l'équipe de Memorial, reçoit en 2009 le 'prix Sakharov pour la liberté de pensée' et en 2012, le prix du Groupe Helsinki à Moscou « *pour sa contribution historique à la protection des droits humains et du mouvement des droits humains* ».

Tous les dimanches depuis l'agression russe en Ukraine, déploie sur la place Rouge à Moscou une pancarte contre la guerre, "*Notre refus de reconnaître la vérité et notre silence nous rendent complices de ce crime*" (photo du bas). Est arrêté, puis libéré lors d'un échange de prisonniers.





Ioury Dmitriev

Né en 1956, historien russe de Carélie (Nord-ouest de la Russie). Depuis le début des années 1990, localise les sites d'exécution de la Grande Terreur de Staline en Carélie, notamment les sites funéraires de Sandarmokh et de Krasny Bor, et, grâce à un travail dans les archives, identifie 40 000 victimes enterrées.

Collabore avec l'ONG Memorial* consacrée à la mémoire du Goulag, fondée avec le soutien d'Andrei Sakharov et dissoute par la Cour suprême russe le 28 décembre 2021, car accusée d'avoir omis d'inscrire sur certains documents transmis au public son appartenance aux "agents étrangers".

Arrêté pour "*pédopornographie*" puis de "*possession d'arme de chasse*", acquitté, puis condamné à 15 ans de prison par la Cour suprême de la Fédération du Russie en déc. 2021.

« Ce procès est une honte. (...) On ne peut cacher les crimes de Staline. Nous sommes les héritiers de cette période »

Natalia Soljenitsina, veuve d'Alexandre Soljenitsine,



* En juillet 2009 est enlevée et assassinée [Natalia Estemirova](#) (1958-2009), représentante de *Memorial* en Tchétchénie et qui enquêtait sur des cas très graves de violation des droits de l'homme.



Les magistrats du Tribunal pénal international

Le 17 mars 2023, dans le cadre de son enquête, la 'Cour pénale internationale' (CPI) basée à La Haye émet des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine, président de la Russie, et Maria Lvova-Belova, commissaire russe aux droits de l'enfant, en raison de leurs responsabilités dans l'expulsion et le transfert illégaux d'enfants lors de l'invasion russe de l'Ukraine.

Le mandat contre V. Poutine est le premier contre le chef d'État d'un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

La Chambre estime que les mandats doivent demeurer secrets tant pour protéger les victimes et les témoins que pour préserver le secret de l'enquête. Consciente toutefois que le comportement visé en l'espèce aura encore cours et que la sensibilisation du public aux mandats peut contribuer à prévenir la commission de nouveaux crimes, la Chambre autoriser le Greffe à divulguer au grand public l'existence des mandats, le nom des suspects, les crimes pour lesquels les mandats ont été délivrés et les modes de responsabilité tels que déterminés par la Chambre.



Images :

- **Karim Khan**, né en 1970, avocat britannique, spécialiste du droit international pénal et du droit international des droits de l'homme, Procureur en chef de la CPI depuis juin 2021.

- **Piotr Hofmański**, né en 1956, juriste polonais, juge et professeur d'université, spécialisé dans les procédures pénales, les droits de l'homme et le droit pénal. Après avoir été membre de la Cour suprême de Pologne, il siège à partir de 2015 à la CPI dont il est Président de 2021 à 2024.

Anna Politkovskaïa

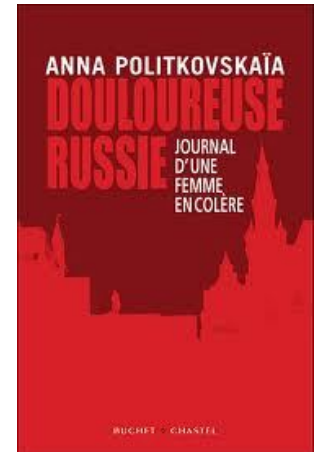
(1958-2006), journaliste russe, militante des droits humains, connue par son opposition à la politique du président Poutine et par ses enquêtes durant le conflit tchétchène.

21^{ème} journaliste assassinée en Russie depuis 2 000. Quatre suspects ont été mis en examen, aucun commanditaire n'a été retrouvé ni inculqué. En 2009, un tribunal militaire de Moscou a acquitté les suspects.

Montre que tout son peuple est enchaîné dans une forme de résignation qui, autant ou plus que la machine répressive de l'État, étouffe toute velléité de protestation et d'opposition.

« La presque totalité des dissidents est en détention sous de fausses accusations, sans qu'il existe aucune preuve pour les confirmer.(...) Quand les magistrats travaillent non sous l'égide de la loi, mais aux ordres des dirigeants politiques, avec l'objectif d'atteindre les objectifs du Kremlin en matière de lutte antiterroriste, les crimes croissent comme des champignons. »

« En tant que société, nous portons à l'intérieur de nous une mentalité répressive. (...) La liberté est un long travail. »



Ursula Van der Leyden et l'Union européenne



Le 26 février 2022, deux jours après l'agression russe en Ukraine, Ursula Van der Leyden, présidente de la Commission européenne, déclare : « *L'Union européenne et nos partenaires travaillons ensemble pour affaiblir la capacité de Poutine à financer sa machine de guerre* » :

- couper un certain nombre de banques russes du système interbancaire SWIFT;
- empêcher Poutine d'utiliser son trésor de guerre, paralyser les actifs de la Banque centrale russe;
- interdire aux oligarques russes d'utiliser leurs actifs financiers sur les marchés européens.

En juillet 2025, l'Union européenne adopte son 18^{ème} paquet de sanctions contre la Russie depuis le début de la guerre.

Les sanctions européennes continuent de produire des effets significatifs sur l'économie russe et affectent son potentiel de croissance à moyen et long terme : croissance économique en forte diminution en 2025, perturbation sur les marchés financiers, baisse d'attractivité, économie de guerre conduisant à une détérioration des investissements tournés vers le futur, érosion du capital humain, etc.



Image du bas : Ursula Van der Leyden, née Albrecht en **1958**, docteure en médecine, membre de 'l'Union chrétienne-démocrate' (CDU), ministre de l'Allemagne fédérale entre 2005 et 2019 (Famille, Travail, Défense), présidente de la Commission européenne depuis déc. 2019

Ursula Van der Leyden et l'Union européenne



Toutefois Arnaud Danjean* indique en fév. 2023 que seuls 40 pays au monde appliquent les sanctions. Beaucoup ne le font pas, parmi lesquels des acteurs importants comme la Chine, l'Inde, la Turquie ou encore les pays du Golfe.

Depuis 2024, la stratégie industrielle européenne de défense (SEAD) définit une vision claire et à long terme de l'industrie de la défense dans l'Union européenne. Selon le rapport de 'l'Agence Européenne de Défense' (AED), les dépenses des 27 ont atteint un niveau record de 343 milliards d'euros en 2024, soit une hausse de près de 20% par rapport à l'année précédente.

Pourtant, les forces de défense conventionnelle des pays de l'Europe sont très supérieures à celles de la Russie*, et largement en mesure de dissuader Poutine de toute velléité d'agression des Pays baltes ou de la Pologne. Leur coût pourrait baisser considérablement et leur efficacité augmenter si elles étaient harmonisées. C'est dans le domaine du renseignement et de la cybersécurité qu'un effort doit être fait par l'Europe, trop dépendante des États-Unis.



* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Forces armées des États de l'UE](https://fr.wikipedia.org/wiki/Forces_armées_des_États_de_l'UE). § Poids dans le monde des armées des États de l'UE

- Image du haut : Arnaud Danjean, spécialiste des questions de défense et vice-président du groupe du Parti Populaire Européen (PPE),

Ursula Van der Leyden et l'Union européenne

Alors que les mystérieux survols de drones se multiplient au-dessus des pays riverains de la Baltique, les Européens, réunis le 1^{er} octobre 2025 à Copenhague, examinent plusieurs projets pour se protéger, à la lumière l'expérience accumulée par les Ukrainiens.*

* Des intrusions de drones ont été confirmées en août-sept 2015 par le Danemark, l'Allemagne, la Norvège, la Pologne et la Roumanie. Le projet de défense anti-drones est décrit par la Commission européenne dans une feuille de route publiée fin 29 septembre 2025 comme « *une zone multicouche et profonde de systèmes technologiquement avancés, dotés de capacités anti-drones interopérables* ». En clair, il s'agit de combiner des radars, des drones d'observation, de petits missiles ou systèmes laser, le tout relié à un centre de commandement commun. Kiev a développé récemment plusieurs technologies efficaces contre les drones russes : des capteurs sonores qui permettent de repérer leur trajectoire, des petits drones anti-drones pour les détruire en vol.

- Images
- Drone russe abattu en Pologne dans la nuit du 9 au 10 septembre 2025 (le Premier ministre polonais Donald Tusk fait état de 19 violations de l'espace aérien et de 3 drones abattus) : un survol malencontreux ou un test pour l'Otan ?
- Panneau d'interdiction de survol d'une zone par des drones



Boris Nemtsov

(1959-2015) homme politique russe. Fils d'une mère de confession juive, études de physique. Premier gouverneur de l'oblast de Nijni Novgorod (1991-1997), met en place d'importantes réformes en vue de la liberté sur les plans politique et économique. Proche de Boris Elstine, premier président de la Russie démocratique, qui envisage un temps d'en faire son dauphin, avant de lui préférer Vladimir Poutine, erreur dont il se repentira amèrement. Ministre de l'Énergie et vice-président du gouvernement chargé de l'Économie (1997-1998). Élu plusieurs fois au Parlement russe sous l'étiquette 'Union des Forces de droite', membre du 'Conseil de sécurité de Russie' et de la 'Douma' (1999-2003).

Vif opposant à Vladimir Poutine, critique notamment sa gestion de la prise d'otages du théâtre de Moscou par des terroristes tchétchènes en oct. 2002, qui provoque la mort d'au moins 130 personnes, et sa politique en Tchétchénie. Apporte son soutien à la révolution de 2004-2005 en Ukraine. En 2009, candidat à la mairie de sa ville natale, Sotchi, y dénonce la corruption dans le cadre des jeux olympiques d'hiver de 2014. Aux côtés d'Alexeï Navalny, manifeste pendant l'hiver 2011-2012, à la suite d'élections législatives truquées.

Assassiné près de la place Rouge à Moscou le 27 février 2015.

Image du haut : Après son assassinat, plus de 50 000 personnes marchent en son honneur le 1^{er} mars 2015.



Alexeï Oumisnky

Né en 1960, prêtre orthodoxe russe.

Officie pendant près de 30 ans à la paroisse de la Sainte-Trinité de Khokhly, dans le centre de Moscou. Démis de ses fonctions le 5 janvier 2024 par le Patriarcat de Moscou pour avoir refusé de lire une prière pour la « *victoire de la sainte Russie en Ukraine* » et refusé de se rendre à une convocation du tribunal diocésain de Moscou, au sein duquel la justice ecclésiastique est très opaque.

Un long périple le conduit en Géorgie, en Italie, en Belgique, en Turquie - où il rencontre le patriarche œcuménique Bartholomeos de Constantinople -, puis en Belgique et enfin en France, où il officie à la paroisse Notre-Dame-du-Signe*, dans le 16e arrondissement de Paris.

« Franchement, je ne sais pas ce qu'il adviendra du Patriarcat de Moscou, tant celui-ci est devenu affilié au régime de Vladimir Poutine. Ici, je continue d'écrire aux prisonniers politiques, à qui j'avais l'habitude de rendre visite. Je continue aussi, depuis la France, d'être en lien avec des prêtres russes qui ne veulent pas soutenir cette catastrophe qu'est la guerre en Ukraine. »

* rattachée à la métropole de France du Patriarcat de Constantinople, avec lequel l'Église de Russie a rompu ses relations.

Images : - Le patriarche Kiill et V. Poutine

- Alexeï Oumisnky





Manon Loizeau

Née en 1969, journaliste d'investigation franco-britannique, et réalisatrice de documentaires. DEUG de russe, maîtrise de littérature anglaise, maîtrise et DEA de science politique à 'Sciences-Po Paris'. D'abord pigiste pour *Le Monde* et la BBC notamment, travaille ensuite pour 'l'Agence CAPA'. Travaille notamment sur les crimes de guerre. Réalise clandestinement plusieurs documentaires sur l'occupation russe en Tchétchénie, puis en Géorgie, au Yémen. Couvre en 2011 la révolte contre du régime de Bachar el-Assad en Syrie.

Ukraine, sur les traces des bourreaux, réalisé avec la journaliste Ksenia Bolchakova, traite des crimes de guerre systématiques commis lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à partir du 24 février 2022.

Le documentaire *Politsek, les voix qui défient le Kremlin* (2025) décrypte la machine répressive du régime de Vladimir Poutine.



- Image du haut : Documentaire *Politsek, les voix qui défient le Kremlin* (2025), avec Ekaterina Mamontova. En Russie, critiquer la guerre en Ukraine ou le régime de Vladimir Poutine est devenu un crime. Des milliers de citoyens ordinaires sont arrêtés, jugés, emprisonnés. On les appelle les "Politsek", les prisonniers politiques. À travers les histoires croisées d'un adolescent condamné à cinq ans de prison pour avoir critiqué le pouvoir sur les réseaux sociaux, d'une jeune artiste emprisonnée pour avoir collé des étiquettes contre la guerre, d'un militant des droits humains et d'une metteuse en scène de théâtre subissant des procès kafkaïens, décryptage de la machine répressive de l'Etat russe.



Michel Eltchaninoff

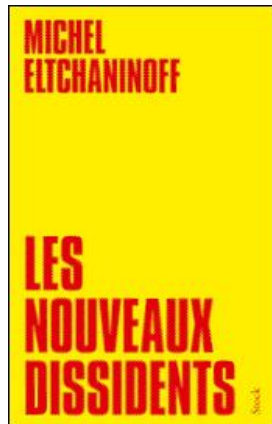
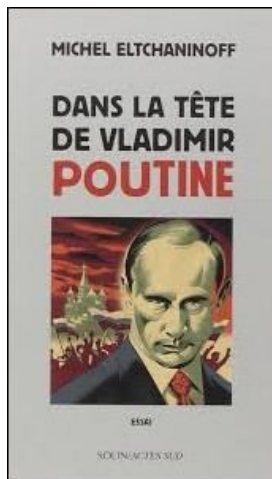
Né en 1969, philosophe, journaliste et essayiste français. 'École normale supérieure', agrégation de philosophie, thèse de doctorat sur *L'expression du corps chez Dostoïevski*. Après deux séjours professionnels en Russie (à l'ambassade de France à Moscou) et plusieurs années d'enseignement, à l'université et dans le secondaire, est rédacteur en chef au mensuel *Philosophie Magazine*.

En 2016, fonde l'association 'Les nouveaux dissidents' qui lance plusieurs initiatives, notamment une campagne en faveur de la libération du cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, emprisonné en Russie.

Images :

- En janvier 2014, en Russie, les hauts fonctionnaires, les gouverneurs des régions, les cadres du parti 'Russie unie' reçoivent comme cadeau de Nouvel An de la part de l'administration présidentielle des ouvrages de philosophie, des œuvres de penseurs russes du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle. Dans son essai *Dans la tête de Vladimir Poutine* (2015) M. Eltchaninoff tente de répondre à la question qu'on se pose depuis l'annexion de la Crimée, magnifiée en Russie comme un acte fondateur : qu'est-ce que Poutine a dans la tête en ce début de siècle imprévisible ? La philosophie russe devrait nous aider à comprendre sa stratégie alors même que les prophètes du conservatisme, de "la Voie russe" et de "l'empire eurasiatique" ont le vent en poupe au Kremlin.

- Qu'ils vivent en régime dictatorial ou dans un État corrompu, *Les nouveaux dissidents* (2016) créent ou redécouvrent des moyens d'expression originaux. À Téhéran où les femmes résistent à l'oppression. En Biélorussie, où des opposants créent des revues et des galeries d'art pour survivre sous la dictature. En Inde, où le successeur du Dalaï Lama tente de faire espérer le peuple tibétain en voie de disparition.



Maia Sandu

Née en 1972, femme d'État moldave. Ministre de l'Éducation, fondatrice et présidente du 'Parti action et solidarité' (PAS) pro-européen de 2016 à 2020, est battue au second tour de l'élection présidentielle de 2016 par le candidat pro-russe Igor Dodon. Après avoir été Première ministre quelques mois en 2019 au terme d'une crise constitutionnelle, se présente à l'élection présidentielle de 2020 et l'emporte avec 57,72 % des voix face au président sortant. Première femme élue à cette fonction. Est réélue pour un deuxième mandat lors de l'élection présidentielle de 2024 avec 55,35 % des suffrages.

En mars 2022, après l'agression russe de l'Ukraine, dépose une demande d'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne. En juin 2022, les 27 pays de l'UE accordent à l'unanimité le statut de candidat à la Moldavie et à l'Ukraine.

Demande le retrait des forces russes de Transnistrie.*.

* Région à cheval sur la Moldavie et l'Ukraine située entre les fleuves Dniestr et Boug méridional, habitée par des populations roumanophones, ukrainiennes et russes. La partie de la Transnistrie située en Moldavie compte environ 400 000 habitants et est contrôlée par des séparatistes pro-russes depuis 1992, après la déclaration d'indépendance vis-à-vis de Chișinău. Elle possède sa propre monnaie et sa propre armée. 4 163 km², capitale : Tiraspol. Environ 1 500 soldats russes de « *maintien de la paix* » y sont encore stationnés, ainsi qu'un important entrepôt d'armes russes, le dépôt de munitions de Cobasna.





David Colon

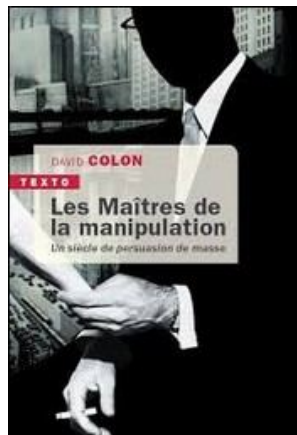
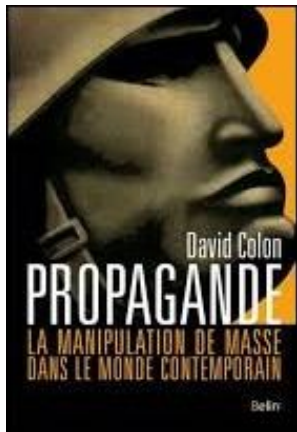
Né en 1973, historien, professeur agrégé et écrivain français. Diplômé de 'Sciences Po Paris', agrégé d'histoire. Ses thèmes d'études sont la propagande, la persuasion, la communication, les relations publiques, la publicité et le numérique. Spécialiste de la propagande, de la manipulation de masse et de la communication politique en temps de guerre (guerre de l'information).

Étudie notamment les manoeuvres russes pour déstabiliser les démocraties européennes.

Images :

- Dans *Propagande* (2019), David Colon explique les fondements et les techniques de la persuasion de masse dans le monde contemporain. Il montre que la propagande n'a cessé de se perfectionner à mesure que les sciences sociales et les neurosciences ont permis d'améliorer l'efficacité des techniques de persuasion, d'influence ou de manipulation.

- Dans son livre *Les maîtres de la manipulation - Un siècle de persuasion de masse* (2021), l'auteur réunit les portraits de 20 des plus grands maîtres de la manipulation des 20^{ème} et 21^{ème} siècles. De Goebbels à Walt Disney, sans oublier Lin Biao, Steve Bannon ou encore Mark Zuckerberg, l'auteur nous raconte une histoire inédite de l'art de la persuasion. « On les appelle spin doctors, génies du faire croire, persuadeurs clandestins ou ingénieurs des âmes. Publicitaires, cinéastes ou propagandistes politiques, ces hommes sont passés maîtres dans l'art de la manipulation de masse. »





acf.

Alexeï Navalny

(1976-2024), avocat, militant et prisonnier politique russe. Diplômé en droit et en finances. En 2009, étudie à l'université Yale aux États-Unis.

Initiateur en 2011 de la 'Fondation anti-corruption' (*Fond Borby s Korruptsieï*, ФБК ou FBK), s'oppose à Vladimir Poutine et à son « *parti des voleurs et des escrocs* ». Sa candidature à l'élection présidentielle russe de 2018 est refusée.

Candidat aux élections municipales à Moscou en 2013, axe sa campagne sur la dénonciation des migrants, qu'il décrit comme des délinquants. Condamné pour détournement de fonds à la suite de procès jugés non équitables par la Cour européenne des droits de l'homme. Évolue peu à peu du nationalisme et du populisme vers le combat contre la corruption et pour la démocratie.

Bâtit des organisations pour faire de l'investigation, puis installe des branches de son mouvement dans les régions russes pour ne pas se cantonner à la capitale, recrute et s'entoure de gens dévoués, professionnels, pour diffuser son message. En octobre 2019, la Fondation FKB est classée « *agent de l'étranger* » par le ministère russe de la Justice.

En juillet 2020, fait campagne contre le référendum constitutionnel russe, le qualifiant ouvertement de « *coup d'État* » et de « *violation de la constitution* », estimant que les modifications permettraient à Vladimir Poutine de devenir « *président à vie* ».

../..



Alexeï Navalny



En août 2020, est victime d'une tentative d'empoisonnement avec l'agent neuro-toxique Novitchok et est soigné en Allemagne. Décide, malgré les risques pour sa liberté et pour sa vie, de revenir dans sa patrie et d'y continuer son combat pour la démocratie.

De retour en Russie, est placé en détention dans un camp de travail. En janvier 2022, son nom est inscrit sur la liste des "terroristes" par l'organisation fédérale russe de contrôle des transactions financières. Est à nouveau condamné en mars 2022 à 9 années d'internement en régime sévère. En août 2023, sa peine est portée à 19 ans.

Meurt le 16 février 2024, dans la colonie pénitentiaire IK-3, très probablement assassiné car il semblait en pleine forme la veille sur les images d'un reportage.

« Je n'ai pas peur, n'ayez pas peur non plus ! Si je venais à disparaître, continuez le combat ! »

* colonie à "régime spécial", la catégorie d'établissements où les conditions de détention sont les plus rudes et qui sont d'ordinaire réservés aux condamnés à perpétuité et aux détenus les plus dangereux, située au-delà du cercle polaire, dans le village sibérien de Kharp, à plus de 3.000 kilomètres de Moscou. Héritier du Goulag soviétique, l'établissement est connu des défenseurs des droits humains pour ses conditions de vie particulièrement difficiles. Les températures peuvent y descendre jusqu'à -32°C.

Images

- Dépôt de fleurs par des citoyens de Moscou en hommage à Alexeï Navalny
- Manifestation de réfugiés russes devant l'ambassade de Russie à Tallin (Estonie) « *Poutine est un assassin* »
- Une trentaine de personnes de la communauté russe rassemblées devant l'hôtel Negresco à Nice.

Alexeï Navalny



« Je voudrais lancer un appel à la communauté internationale, à tous les peuples du monde, pour qu'ils se rassemblent et luttent contre ce mal, contre ce régime horrible qui sévit aujourd'hui en Russie, et pour que ce régime et Vladimir Poutine soient tenus personnellement responsables de toutes les atrocités qu'ils ont commises dans notre pays au cours des dernières années. »

Yulia Navalnaïa

- Image : Yulia Navalnaïa, née en 1976, économiste, veuve d'Alexeï Navalny, pendant la 60^{ème} Conférence de Munich sur la sécurité le 16 février 2024.

Campagne de signatures lancée par Avaaz :

« Cher Alexeï Navalny,

Ils vous ont tué. Aujourd'hui, nous sommes des millions à pleurer aux côtés de votre famille et à célébrer votre mémoire.

Il n'y a pas de mots pour décrire votre courage : votre courage est celui que tous les dictateurs craignent le plus, celui qui inspire les hommes et les femmes à se soulever contre la tyrannie.

Et vous l'avez payé par le plus grand des sacrifices : d'abord l'empoisonnement, puis la prison et maintenant la mort.

Notre monde retient son souffle alors que la guerre fait rage en Ukraine et au Proche-Orient. Dans ces temps troublés, votre héritage nous donne de la force. Nous ne regarderons pas ailleurs pendant que nos démocraties sont menacées.

Reposez en paix ! »

Des hommes et des femmes du monde entier



Oleh Sentsov



Né en 1976, réalisateur, scénariste et producteur ukrainien de cinéma. Son film *Gamer* (2011) raconte l'histoire d'un jeune ukrainien passionné de jeux vidéo.

Engagé dans le mouvement pro-européen *Euromaidan*, ne reconnaît pas l'invasion puis l'annexion russe de la Crimée. Arrêté en mai 2014, comme Hennady Afanasyev, Alexei Chirnigo et Oleksandr Kolchenko, par le 'Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie' (FSB) sous l'accusation de « *préparation d'actes terroristes* ». Condamné en août 2015 à 20 ans de réclusion aux termes d'une parodie de procès.

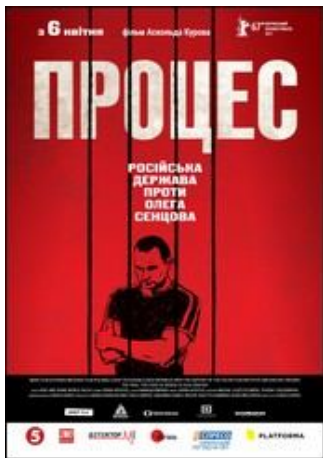
Emprisonné dans une colonie pénitentiaire en Sibérie occidentale, fait en 2018, 145 jours de grève de la faim. Reçoit en octobre 2018 le prix Sakharov du Parlement européen. Libéré en septembre 2019 au cours d'un échange de prisonniers entre l'Ukraine et la Russie.

« *Je ne suis pas un serf.* »

« *Je ne vois pas l'intérêt d'avoir des principes si on n'est pas prêt à souffrir, voire à mourir pour eux.* »

« *Quand tu te retrouves en prison, tu apprends à vivre d'espérance, même quand celle-ci a disparu.* »

Image du bas : Le film *Le Procès* de Askold Kurov au sujet du procès de Sentsov





Volodymyr Zelinski

Né le 25 janvier 1978, humoriste, acteur et scénariste ukrainien, puis président de l'Ukraine.

À partir de 2015, acteur principal de *Serviteur du peuple*, série télévisée humoristique diffusée sur la chaîne '1+1' dans laquelle il incarne un professeur de lycée intègre accédant de façon inattendue à la présidence de l'Ukraine. Ce rôle lui permet d'acquérir une importante popularité dans son pays. Sans aucune expérience politique, lance un parti du même nom que sa série télévisée, se présente à l'élection présidentielle de mai 2019 qu'il remporte à 73,2 % des voix.

Après un début de mandat plutôt contesté sur le plan intérieur, subit l'invasion de son pays par la Russie en février 2022. Dès lors, sa conduite de la résistance ukrainienne est saluée par la presse internationale et de nombreux gouvernements étrangers.

Très actif, tant en Ukraine, avec de nombreuses prises de parole visant à maintenir le moral de la population et des troupes, qu'à l'international, où il cherche à obtenir des garanties des pays opposés à l'invasion.

Son mandat présidentiel, qui devait se terminer en 2024, est prolongé en raison de la poursuite de la guerre.





Marina Ovsianikova

Née Tkatchouk en 1978, journaliste et productrice russe. Fille d'une mère russe et d'un père ukrainien, diplômée de l'Université d'État du Kouban, puis de 'l'Académie russe d'économie nationale et d'administration publique'. Travaille pour la première chaîne de télévision russe *Pervi Kanal*, détenue majoritairement par l'État.

Dans la troisième semaine de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 14 mars 2022, pour manifester son opposition à la guerre en Ukraine, se fait mondialement connaître par un acte de résistance, en brandissant lors du journal télévisé du soir *Vremia*, une pancarte *Non à la guerre. Ne croyez pas à la propagande. Ici, ils vous mentent. Les Russes contre la guerre*. La diffusion normale de l'émission est interrompue, un reportage pré-enregistré remplace le direct.



Arrêtée, condamnée à une amende pour « infraction administrative », relâchée dans l'attente d'un jugement pour non-respect de la récente loi sur la "propagation de fausses informations sur l'utilisation des forces armées russes", qui pouvait lui valoir jusqu'à 15 ans de prison. Exfiltrée en France par 'Reporters sans frontières' et réfugiée à Paris.

« *J'ai honte d'avoir laissé raconter des mensonges sur les écrans de télévision. J'ai honte d'avoir permis de zombifier les Russes. (...) Allez manifester, n'ayez pas peur, ils ne peuvent pas nous emprisonner tous.* »

Raphaël Glucksmann

Né en 1979, homme politique français. Réalisateur de documentaires dans les années 2000, conseiller spécial (2009-2012) du président de la Géorgie Mikheil Saakachvili, essayiste, chroniqueur à 'France Inter', directeur du *Nouveau Magazine littéraire* en 2017. Lance en 2018 le mouvement politique 'Place publique', destiné à rassembler la gauche pro-européenne.

Député européen à partir de 2019. Siégeant au sein de la commission des affaires étrangères et occupant la vice-présidence de la sous-commission des droits de l'homme, s'affiche en faveur du fédéralisme européen, s'engage contre le génocide culturel des Ouïghours, défend le Pacte vert pour l'Europe, soutient l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne et la livraison d'armes à l'Ukraine.

« Ce qui empêche aujourd'hui Poutine de faire la guerre à toute l'Europe, c'est le courage des résistants et des résistantes d'Ukraine.(...) L'indépendance de l'Ukraine, c'est l'indépendance de l'Europe. Et que sans Ukraine libre et indépendante, il n'y aura pas d'Europe en paix et en liberté. Et quand on aide l'Ukraine, on ne le fait pas simplement par générosité ou par solidarité. On le fait par intérêt vital. On le fait parce qu'on sait que si nous ne le faisons pas, nous aurons à en subir, nous, les conséquences. »



Felip Daza Sierra

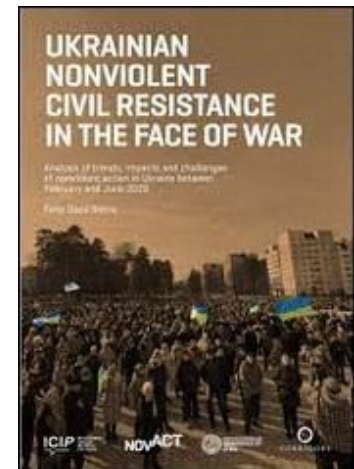
Né en 1979, chercheur et militant non-violent espagnol catalan. Diplômé de sciences politiques de l'*Universitat Pompeu Fabra*, maîtrise en relations internationales de l'*Universitat Autònoma de Barcelona* et maîtrise en sécurité mondiale du *King's College* de Londres.

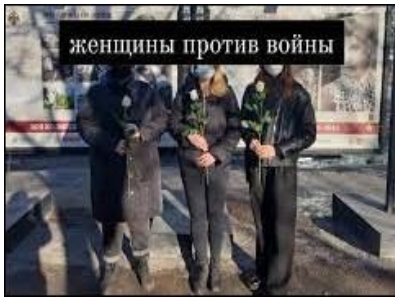
Professeur spécialisé en résistance civile, plaidoyer public et droits humains à 'l'École des affaires internationales de Paris', à 'Sciences Po Paris' et à 'l'Université ouverte de Catalogne'. Fort de 2 décennies d'engagement auprès de mouvements et d'activistes non-violents au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Europe de l'Est et dans le Caucase du Sud.

Dans son ouvrage *La résistance civile non-violente ukrainienne face à la guerre*, analyse 235 actions de résistance civile non-violente menées entre le 2 et le 18 avril 2022, montrées sur une carte interactive. ...

Images :

- F.D.S est aussi consultant senior auprès de 'l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice' (UNICRI), membre du conseil d'administration de 'l'Institut international pour l'action non-violente' (NOVACT), directeur de recherche à 'l'Observatoire des droits de l'homme et des entreprises en Méditerranée' (ODHE).
- Dans l'ouvrage *La résistance civile non-violente ukrainienne face à la guerre*, les actions documentées sont divisées en trois types : les actes de protestation et de dissuasion (148), les mouvements d'intervention non-violente (51) et les mesures de non-coopération (36). Les actions les plus nombreuses ont été les manifestations, y compris les manifestations et les rassemblements publics, enregistrés surtout dans le sud du pays, dans les zones sous occupation russe et pendant les premières semaines de l'invasion.





Felip Daza Sierra

Les travaux confirment que certaines actions de résistance ont contribué à arrêter l'invasion dans le nord du pays et ont entravé l'institutionnalisation de l'occupation militaire à ses premiers stades. De même, la non-violence a créé des conditions et des stratégies pour maintenir la cohésion sociale et la résilience de la communauté face à la peur et à l'incertitude causées par l'invasion. Elle a également renforcé la gouvernance locale, grâce à l'autonomisation des acteurs sociaux et à une meilleure coordination de la population avec les autorités locales.

La société civile organisée a également permis la mise en place d'un système global de travail d'évacuation, de transport et de réinstallation des personnes touchées par la guerre. De même, le travail de surveillance des crimes de guerre commis par les organisations de défense des droits de l'homme a permis aux communautés de signaler les exactions russes à la Cour Pénale Internationale.

« La réaction civile non-violente du peuple ukrainien est une expérience unique qui peut servir d'inspiration pour d'autres conflits armés, mais surtout, c'est la recherche de la reconstruction du pays et du tissage d'alliances régionales pour mettre fin à la barbarie de la guerre. »

- Images :
- Femmes en noir
 - Autocollant « Le tsar va perdre » sur un platane
 - Panneaux anti-Poutine
 - Obstruction devant les chars à Enerhodar le 28 février 2022



Olga Karatch



Née en 1979, journaliste et femme politique biélorusse. Professeure de russe et de biélorusse, enseigne dans un lycée de Vitebsk, formation juridique supérieure à Moscou. Fonde les journaux *Le Courrier de Vitebsk* et *Notre Maison* interdits par les autorités biélo-russes. Défenseuse des droits humains, directrice du Centre international d'initiatives civiles *Nash Dom* ('Notre Maison'). En 2021, le KGB biélorusse l'inscrit sur sa liste de personnes liées à des activités terroristes et, en 2022, ses chaînes YouTube et Telegram sont désignées comme extrémistes et interdites.

Se réfugie à Vilnius, en Lituanie. En juillet 2024, est condamnée par contumace à 12 ans de prison et à une amende par le tribunal biélorusse de Brest. Fait un master en politiques publiques à 'l'Université européenne des sciences humaines' de Vilnius. Par l'intermédiaire de son organisation *Nash Dom*, défend le droit à l'objection de conscience au service militaire en Biélorussie, soutient également les citoyens biélorusses qui ont fui vers d'autres pays pour échapper au service militaire en Biélorussie et à d'éventuelles activités militaires en soutien à l'agression russe contre l'Ukraine.

Fait appel devant la 'Cour européenne des droits de l'homme' (CEDH) du refus de la Lituanie de lui accorder l'asile.





Evgenia Kara-Murza



Née en 1980, militante politique russe. Diplômée de 'l'Université linguistique d'État' de Moscou, travaille comme traductrice et interprète pour plusieurs organisations non gouvernementales de défense des droits humains, dont l'*International Center for Nonviolent Conflict* (ICNC), *Modern Russia* et la 'Fondation Russie Libre'. Rejoint son mari Vladimir Kara-Murza, éminent homme politique russe et militant des droits humains, dans son action en faveur de la démocratie et des droits humains.

Directrice du plaidoyer de la *Free Russia Foundation*,* basée à Washington. Participe à une campagne mondiale de solidarité avec les militants anti-guerre et pro-démocratie russes, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et poursuit son plaidoyer public en faveur des prisonniers politiques. Également présidente de la *30 October Foundation* qu'elle et son mari ont créée pour soutenir financièrement les familles de prisonniers politiques en Russie.



* La Fondation tire son nom de la journée du 30 octobre 1974, lorsque les dissidents soviétiques Kronid Lioubarski, Alexandre Mourjenko et d'autres prisonniers des camps de Mordovie et de Perm ont entamé une grève de la faim pour réclamer, entre autres, la reconnaissance de leur statut de prisonniers politiques. En 2023, pour la première fois, le 30 octobre a été commémoré comme la 'Journée internationale des prisonniers politiques'.



Alexandre Alaphilippe

Né en 1980 ??, militant associatif français. Formation en sciences de la communication, directeur du numérique à la mairie de Clermont-Ferrand. Après son installation à Bruxelles, cofonde en 2017 l'association 'EU DisinfoLab'. Directeur exécutif de cette ONG qui rassemble connaissances et expertise sur la désinformation en Europe. En combinant recherche, investigation et expertise politique, l'ONG soutient une vaste communauté passionnée qui contribue à détecter, combattre et prévenir les troubles de l'information mettant en danger l'intégrité des citoyens, la coexistence pacifique et les valeurs démocratiques.



L'ONG est notamment à l'origine de la démystification des #MacronLeaks et de la dénonciation des influences russes lors de l'élection présidentielle française de 2017.

« La désinformation ne constitue pas seulement un défi à l'intégrité des médias ou à la sécurité électorale : elle constitue une atteinte aux droits fondamentaux qui sous-tendent la démocratie et l'État de droit. Elle menace la capacité des individus à accéder à des informations fiables, à s'exprimer librement et à participer pleinement à la vie publique. »

Laure Pollez

Née en 1980 ?, journaliste, réalisatrice et scénariste française. Diplômée de Sciences-Po, journaliste pour la télévision depuis 2005. Forte de près de 10 années d'expérience au sein de la rédaction du magazine d'investigation *Complément d'enquête*.

« Partout en Europe, le Kremlin tente d'infiltrer les lieux de pouvoir, de manipuler la réalité et de favoriser la déstabilisation des États. (...) Vladimir Poutine a une obsession : restaurer la grandeur de la Russie, qu'il considère comme assiégée et entravée par l'Occident et en premier lieu par les pays voisins de l'Union européenne. Aussi, l'ancien agent du KGB a-t-il déclenché une offensive inédite, une guerre secrète contre les démocraties dites "décadentes" – sans tirer le moindre coup de feu. L'issue de l'affrontement est incertaine, mais les graines du chaos ont été semées. »/..

Image du haut : Documentaire *L'Europe dans la main de Poutine ?* écrit par Laure Pollez et Madeleine Leroyer, réalisé par Laure Pollez et Christophe Barreyre.

2 épisode des 50 minutes :

1. Naïvetés européennes
2. La guerre de l'information.





Laure Pollez : les actions de propagation de la haine

En juin 2024, Dimitri Medvedev proclame sur la messagerie Telegram : *"Nous devons transformer la vie des Occidentaux en un cauchemar permanent pour qu'ils ne puissent plus distinguer la fiction sauvage des réalités quotidiennes."*

Dans les mois qui suivent l'invasion de l'Ukraine, les Européens réagissent. Plusieurs centaines d'agents russes sont expulsés de l'Union européenne pour avoir mené des actions d'influence, de désinformation et de déstabilisation. Les Russes trouvent la parade en recourant désormais à la sous-traitance.

En France, en octobre 2023, des commandos de tagueurs moldaves tapissent les murs de Paris d'étoiles de David, sur instruction de Moscou, pour semer la panique jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Images :

- Quatre personnes de nationalité moldave sont fortement suspectées d'être à l'origine d'une partie des 250 étoiles de David peintes au pochoir sur des murs parisiens et en proche banlieue en oct. 2023. Les actions ont été commanditées par l'homme d'affaires moldave Anatolii Prizenko et largement relayées par le réseau de propagande prorusse Doppelgänger.

- En juin 2024, huit tags de cercueils « Soldat français en Ukraine » et trois autres de mots écrits en alphabet cyrillique sont découverts sur des façades d'immeubles dans le 7^e arrondissement de Paris. Trois Moldaves porteurs d'aérosol de peinture et de pochoirs correspondant aux tags sont interpellés dans la nuit.

../..



Laure Pollez : les actions de propagande numérique

L'opération *Doppelgänger* ('double maléfique') est une opération de désinformation russe ayant pour cible certains pays occidentaux dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne. Elle s'inscrit plus précisément dans la campagne de désinformation prorusse menée par la Russie contre l'Ukraine depuis 2014. On parle de guerre de l'information, de guerre hybride et de cyberguerre.

La méthode utilisée pour cette opération de désinformation consiste en la création de doubles numériques imitant graphiquement de grands organes de presse ou des organisations du pays ciblé.

L'agence française de lutte contre les ingérences numériques étrangères 'Viginum'* a dénombré 355 noms de domaines** usurpant l'identité de médias français*.

* Le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM, abréviation de 'vigie numérique') est le service technique et opérationnel français chargé de la vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères. Rattaché au Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), ce service à compétence nationale est fondé en juillet 2021.

** Pour la France, les sites internet doublés sont ceux du *Monde*, de *20 Minutes*, du *Figaro*, de *La Croix* ou du *Parisien* ainsi que le site du ministère des Affaires étrangères. Pour l'Allemagne les sites visés sont ceux du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, du *Spiegel*, de *Bild* et de *Die Welt*.



Vladimir Kara-Mourza



OPEN RUSSIA

Né en 1981, homme politique russe et britannique, journaliste, cinéaste et prisonnier politique*. Ses grands-parents d'origine tatare ont été emprisonnés dans un camp du goulag, 2 de ses arrières grands-parents y sont morts. Maîtrise d'histoire à l'université de Cambridge. Travaille pour le quotidien russe *Kommersant*, puis chef de l'antenne de Washington de la chaîne internationale russe RTVI. Coordinateur de l'ONG 'Open Russia' fondée par Mikhail Khodorkovski, qui fait la promotion de la société civile et de la démocratie en Russie.

Conseiller de Boris Nemtsov, opposant à Vladimir Poutine assassiné en 2015 à quelques pas du Kremlin. Survit à deux empoisonnements : un en mai 2015 et un en février 2017. Le 17 avril 2023, est condamné par la justice russe à 25 ans de colonie pénitentiaire, notamment pour le chef d'accusation de « *haute trahison* », en raison de sa critique publique de l'invasion russe de l'Ukraine.

Libéré par la Russie en août 2024 lors d'un échange de prisonniers qui inclut également Evan Gershkovich et Paul Whelan. Appelle les chefs d'Etat à reconnaître et à travailler avec l'« *autre Russie* » hostile à la guerre.

« *En Russie, les changements politiques peuvent se produire quand on pense que c'est impossible. Et c'est ce qui va se passer avec le régime de Poutine.* »

* Selon les estimations, il y a plus de 1 300 prisonniers politiques en Russie et environ 2 000 en Biélorussie.



Svetlana Tsikhanovskaïa



Née Piliptchouk en 1982, traductrice, enseignante et femme politique biélorusse. Épouse du blogueur et youtubeur Sergueï Tikhanovski, opposant au président-dictateur Alexandre Loukachenko et emprisonné en mai 2020 pour "*trouble à l'ordre public*".* Se porte alors candidate à l'élection présidentielle d'août 2020.**

Fonde et dirige depuis 2020 le 'Conseil de coordination des prisonniers politiques', qui entend mettre fin à la persécution politique des citoyens, faire libérer tous les prisonniers politiques et organiser de nouvelles élections démocratiques respectant les standards internationaux. Se réfugie en août 2020 en Lituanie, appelle à une manifestation géante pour le 16 août. Après le succès de celle-ci, se dit disposée à exercer le pouvoir.



Le 24 février 2022, en réaction à l'utilisation de la Biélorussie comme passerelle dans la guerre d'agression contre l'Ukraine, annonce sa décision de former un gouvernement biélorusse en exil.***

* Sergueï T. est condamné à 18 ans de prison en déc. 2021 et libéré en juin 2025.

** Pendant la campagne électorale, dénonce le régime autoritaire de Loukachenko et demande la libération de tous les prisonniers politiques biélorusses. Accuse également le président, au pouvoir sans discontinuité depuis 1994, de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de Covid-19. Selon les résultats officiels, obtient 10,09 % des voix, en deuxième place mais loin derrière le président sortant (80,08 %).

*** En mars 2023, est condamnée par un tribunal biélorusse à 15 ans de prison après avoir été reconnue coupable par contumace de « trahison » et de « conspiration en vue de prendre le pouvoir »

Ekaterina Samoutsevitch,
Nadejda Tolokonnikova,
Maria Alekhina
et les *Pussy Riot*



E. S., née en 1982, programmeuse informatique, N.T., formation en philosophie, née en 1989, et M. A., née en 1988, formation en journalisme et littérature, toutes les trois artistes et militantes politiques russes. Membres du groupe *Pussy Riot* (en anglais "émeute de chattes"), un collectif né en 2011 de la rencontre de personnes réunies par l'opposition à la dictature, le féminisme, l'art contemporain, la musique. Leurs tenues de manifestation sont constituées de robes légères et de collants, et leurs visages cachés par des cagoules colorées.

En 2011, les membres du mouvement naissant ont mené une action dans le métro russe pour protester contre le sexisme de la société.

Suite à une exhibition (*Te Deum* en "prière punk") de 5 femmes du groupe dans la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou en février 2012 pour dénoncer la collusion de l'Église orthodoxe russe avec le régime de Poutine, ("*Marie mère de Dieu, chasse Poutine, deviens féministe !*", etc.), 3 d'entre elles, arrêtées par la police, sont condamnées en août 2012 à 2 ans d'emprisonnement en camp de travail pour "*vandalisme et incitation à la haine religieuse*". Elles sont considérées comme des prisonnières d'opinion par 'Amnesty International'.

Cette action est célébrée par le documentaire russe *Winter, Go Away !* (2012) présenté notamment au Parlement européen, et par le film états-unien *Pussy Riot - Une prière punk* (2013).

../..



Les *Pussy Riot* et Piotr Verzilov

À la 53^e minute de la finale de la Coupe du monde de football, le 15 juillet 2018, 3 femmes des *Pussy Riot* et le mari de Nadejda Tolokonnikova, **Piotr Verzilov*** (né en 1987, porte-parole officieux des *Pussy Riot* quand elles étaient en camp de travail), tous déguisés en policiers, font irruption sur le terrain et interrompent le match pendant 2 minutes pour dénoncer la brutalité et les tortures policières et réclamer la mise en liberté du cinéaste Oleh Sentsov. Ils sont condamnés tous les 4 à 15 jours de prison pour « *organisation et tenue d'événements publics sans préavis écrit* ».



En sept. 2021, Maria Alekhina est condamnée à un an de restrictions de liberté pour avoir appelé à manifester contre l'arrestation d'Alexeï Navalny, principal opposant russe. Elle est placée sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter Moscou. Mi-avril 2022, sa peine se transforme en 20 jours de prison ferme. Elle décide alors de quitter la Russie, déguisée en livreuse de repas, et débute une tournée mondiale dont les fonds seront reversés à l'Ukraine.

* Deux mois plus tard, le 11 septembre, juste après avoir assisté à Moscou à une audience judiciaire concernant l'arrestation récente de deux sympathisantes de *Pussy Riot*, P. Verzilov est hospitalisé à Berlin pour de graves problèmes neurologiques apparus soudainement (perte de la vue, de la parole, de la capacité de marcher). Selon les *Pussy Riots*, et selon l'équipe médicale allemande qui l'a soigné, il a été empoisonné.

Oleksandra Matviitchouk



Née en 1983, avocate et militante ukrainienne pour les droits humains. Études de droit à Kiev. Crée en 2013 l'ONG 'Euromaidan SOS'. En fév. 2016, reçoit le 'Prix du défenseur de la démocratie', décerné par 16 délégations de l'OSCE, pour sa « *contribution exclusive à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme* ». En 2021, est nommée au Comité des Nations-Unies contre la torture, est aussi autrice de rapports sur les persécutions des acteurs de la société civile en Ukraine. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie de 2022, plaide pour une intensification de l'implication de la 'Cour pénale internationale' (CPI) à propos des crimes de guerre commis sur le territoire ukrainien.

Dirige l'ONG 'Centre pour les libertés civiles', qui reçoit le prix Nobel de la paix en 2022. Milite pour des réformes démocratiques dans son pays et dans la région de l'OSCE. Depuis octobre 2022, elle occupe le poste de vice-présidente au sein de la 'Fédération internationale pour les droits humains' (FIDH).



Image : Logo du 'Centre pour les Libertés Civiles', ONG ukrainienne fondée en 2007, pour défendre les citoyens lors des manifestations pro-européennes de 2013-2014. Elle a aussi compilé des données sur les crimes de guerre dans le Donbass et en Crimée. Depuis le 24 février 2022, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 'Centre pour les Libertés Civiles' établit les données relatives aux abus contre les droits humains et recueille les preuves attestant des crimes de guerre.

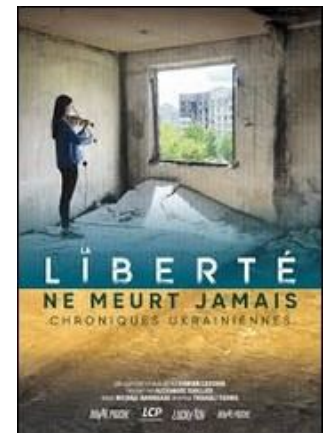
Damien Castera

Né en 1983, surfeur professionnel, réalisateur de films documentaires et écrivain français. Son film *Water get no enemy*, co-réalisé avec Arthur Bourbon, reçoit de nombreuses palmes d'or sur les festivals de films documentaires.

En mars 2022, prend la route de l'Ukraine pour acheminer du matériel médical à la frontière. Quelques semaines plus tard, se retrouve engagé en première ligne, où il accomplit plusieurs séjours jusqu'en février 2024. De volontaire humanitaire à reporter de guerre, se mêle aux combattants ukrainiens pour témoigner de leur résistance héroïque.

Ses récits sont publiés sous le nom *La liberté ne meurt jamais*. Un film documentaire de 52 minutes portant le même nom est diffusé à la télévision sur 'La Chaîne parlementaire'.

D. Castera partage le quotidien de nombreux civils, tel un **peintre** qui peint des icônes envoyées sur le front, une jeune **violoniste** qui organise des concerts dans les souterrains du métro de Kharkiv, ou un **garde forestier** qui s'emploie à sauver les animaux abandonnés sous les bombes. Tous ces héros silencieux persistent à créer et à résister, refusant de plier sous la violence des armes. Dans cet endroit du monde où la peur est sur toutes les lèvres, l'auteur apprend plus qu'ailleurs à célébrer la vie, le courage et la fraternité. Son récit rend hommage à celles et ceux qui ont choisi de se battre pour leur liberté.





Vera Lytovchenko

Née en 1983, violoniste ukrainienne. Joue dans l'Orchestre de Kharkiv et donne des cours au collège.

Le 24 février 2022, descend dans le sous-sol de son immeuble, pour se protéger des bombes qui s'abattent sur Karkiv. Ayant emporté son instrument avec elle, décide alors de jouer du violon « *pour son père et ses voisins* », réfugiés à ses côtés dans le sous-sol.

A entrepris la mission de lever des fonds pour aider ses compatriotes musiciens.

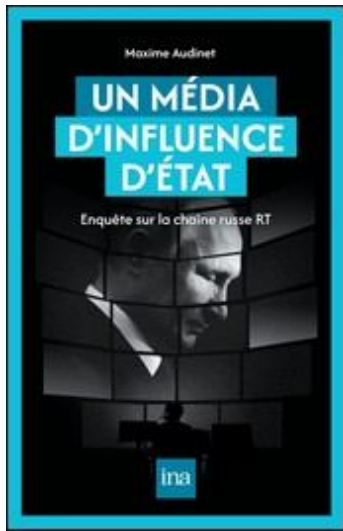
« Nous ne pensons pas uniquement à nos besoins élémentaires comme se procurer de quoi manger et se vêtir. Nous sommes également soucieux de préserver nos traditions, notre humanité et notre culture. Il est important pour toute nation de maintenir sa culture. L'Ukraine est un pays multiculturel et ma musique est multiculturelle. Je joue de la musique ukrainienne, européenne et américaine. Je parle plusieurs langues. (...) Les Ukrainiens me disent que ma musique les aide à se sentir moins seuls. Que quand ils écoutent ma musique, ils se sentent plus forts. »



Maxime Audinet

Né en 1990 ?, chercheur à 'l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire' (IRSEM), docteur en études slaves et en science politique, spécialiste de la Russie, enseignant au département d'études slaves de l'Université Paris-Nanterre, à l'Université Paris-VIII, à Sciences Po Paris, au CELSA et à l'université CY Paris Cergy.

Son livre *Un média d'influence d'État - Enquête sur la chaîne russe RT** est issu de sa thèse, consacrée aux acteurs et aux pratiques de l'influence par la diplomatie publique en Russie contemporaine, particulièrement la chaîne RT (*Russia Today*)



* La chaîne *Russia Today* [RT] est le principal média transnational russe. Elle a été lancée en décembre 2005 par l'agence de presse *RIA Novosti* qui l'abrite dans ses locaux moscovites. Elle exploite des chaînes de télévision par câble et par satellite destinées à un public étranger en dehors des frontières de la Russie, et produit des contenus pour Internet. En juin 2018, le 'Conseil supérieur de l'audiovisuel' (CSA) adresse un avertissement à RT France pour « *manquements à l'honnêteté et à la rigueur de l'information* ». Le 27 février 2022, peu après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen annonce l'interdiction de la diffusion dans l'Union européenne de RT, *Sputnik* et leurs filiales, accusés de « *diffuser des mensonges pour justifier la guerre de Poutine et pour semer la division* » dans l'UE. La chaîne compte 2 000 employés et possède 21 bureaux à travers le monde dont Los Angeles, Londres, Miami, Delhi.



Alexandra Skochilenko

Née en 1990, artiste, musicienne et militante russe. Auteure du *Livre sur la dépression* (2014), qui a contribué à déstigmatiser les problèmes de santé mentale en Russie. Après avoir participé à une manifestation contre l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, est condamnée à une amende de 10 000 roubles.

En avril 2022, est dénoncée par un client du supermarché de St Petersbourg où elle remplace les étiquettes des produits par de courts textes racontant les atrocités commises par l'armée russe en Ukraine :
« *L'armée russe a bombardé une école d'art à Marioupol. Environ 400 personnes s'y cachaient* » ou encore « *Les troupes russes ont empêché 14 camions d'aide humanitaire d'entrer dans la région de Kherson. Les civils ont besoin d'eau et de nourriture* ». Le 11 avril 2022, est inculpée de « *diffusion publique d'informations qu'elle savait fausses au sujet de l'utilisation des forces armées de la Fédération de Russie ** » et incarcérée.

Encourt jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.

* Ce nouvel article du Code pénal a été introduit à la hâte par le gouvernement russe en mars 2022 pour tenter d'empêcher les Russes de critiquer l'invasion de l'Ukraine. Des dizaines de personnes ont déjà été arrêtées en vertu de cet article.

** Remplacer les étiquettes dans les magasins est l'une des formes d'activisme encouragées par les membres du groupe russe de « résistance féministe anti-guerre » (FAS), dont une centaine de membres ont été arrêtées ou menacées de poursuite, notamment Yevgenia Isaeva, Yulia Kaburkina, etc.



Anastasiia Kruope

Née en 19??, chercheuse auprès de la division Europe et Asie centrale de *Human Rights Watch*.

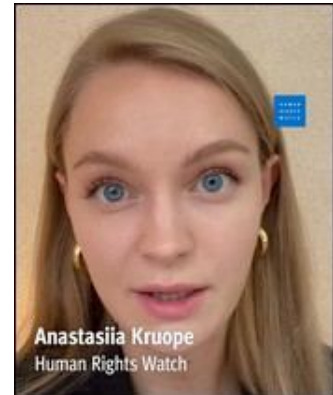
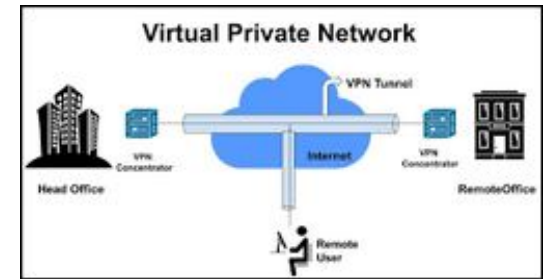
Dans un rapport de 50 pages intitulé *'Internet perturbé, ralenti et bloqué : Censure par l'État, contrôle et isolement accru des internautes en Russie'*, publié fin juillet 2025, l'ONG fait état de l'intensification de la surveillance, de la censure et des perturbations d'Internet par les autorités russes depuis le début de l'invasion de l'Ukraine en février 2022.

Elle appelle « *les gouvernements occidentaux, les organisations internationales et les entreprises de technologie* » à « *soutenir les efforts de la société civile pour créer des outils permettant de surmonter la censure de l'État et pour garantir l'accès à des informations indépendantes.* »

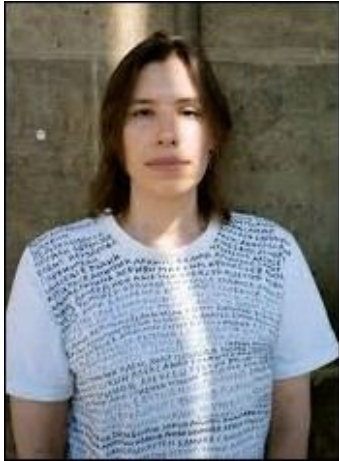
« *Pendant des années, les autorités russes ont méticuleusement développé leurs outils juridiques et technologiques afin de convertir l'espace de l'Internet russe en un forum étroitement contrôlé et isolé.* »

- Image du bas : Un militant tient une pancarte sur laquelle on peut lire : « *Pour une Russie sans censure. Orwell a écrit une dystopie, pas un mode d'emploi* », lors d'une manifestation devant la chambre basse du Parlement russe, à Moscou, le mardi 22 juillet 2025.

- Image du haut : Pour accéder à des contenus étrangers, les internautes russes sont obligés d'utiliser un réseau privé virtuel, communément appelé VPN (*Virtual private network*). Mais *Human Rights Watch* estime qu'un Russe sur deux ne sait pas utiliser de VPN, ce qui oblige la population à se diriger vers les sites locaux, contrôlés par la dictature. La répression contre les VPN est de plus en plus acharnée.



Ekaterina Mamontova



Née en 1991, vidéaste et militante démocrate russe. Diplômée des écoles de cinéma VGIK et de photographie Rodchenko. À partir de 2011, l'étudiante est de toutes les manif anti-Poutine et fait ses armes de photographe et vidéaste en couvrant les mouvements sociaux de la décennie, avant de déchanter, comme la plupart de ses contemporains, gagnée par la lassitude à mesure que l'air s'alourdit. *«Mais dès les premiers jours de la guerre (décidée par Poutine contre l'Ukraine en février 2022), je recommence à tout filmer, tout photographier. Pour moi, pour des médias indépendants. Pour l'avenir.»*

Tourne, début 2024, l'arrestation et le procès d'Oleg Orlov, le directeur de l'ONG Memorial, liquidée par le Kremlin. Contactée par la réalisatrice française Manon Loizeau, continue de filmer l'épouse de l'opposant, Tatiana Orlov, quand celle-ci va lui rendre visite en prison. Suit aussi de près le procès de Evguénia Berkovitch et Svetlana Petriitchouk, dramaturges condamnées pour *«apologie du terrorisme»*. Et le destin de l'artiste Sacha Skotchilenko, envoyée au camp pour 7 ans parce qu'elle a dénoncé la guerre. Et celui, insoutenable, du plus jeune prisonnier politique de Russie, l'adolescent Arseny, 14 ans, emprisonné pour avoir critiqué le pouvoir sur les réseaux sociaux. Au lendemain de la mort d'Alexeï Navalny fin février 2024, filme l'hommage populaire rendu à l'opposant dans le centre de Moscou.

Après beaucoup d'hésitation, fuit sa Russie natale et est accueillie comme réfugiée politique en France en 2025 pour de continuer à faire entendre la voix de son peuple.

Images :

- Sur son tee-shirt, E.M. a écrit le nom de plus de 200 prisonniers politiques russes, pas de place pour les faire figurer tous (plus de 1 500)

- Logo de l'école de cinéma VGIK. Elle réalise en 2025 avec Manon Loizeau le documentaire *Politzek, les voix qui défient le Kremlin*.



Pavel Talankin

Né en 1993, vidéaste et réalisateur russe. Quand la Russie agresse l'Ukraine en 2022, le Kremlin lance dans les écoles un pro-gramme d' "*éducation patriotique*", en fait un décervelage nationaliste et militariste. À Karabach, ville de 10 000 habitants au coeur de l'Oural, une des les plus polluées de la planète, P. T. coordinateur des activités de l'école et vidéaste, filme ces séances de propagande durant plus de 2 ans à la demande des autorités souhaitant s'assurer que ces ensei-gnements sont bien dispensés. Filme les élèves apprenant à marcher au pas, la remise de prix d'un concours de lancer de grenades, les enseignements dans lesquels les Ukrainiens sont qualifiés de "*néo-nazis*", les démonstrations de mercenaires du groupe Wagner expliquant aux enfants les différents types d'armes et de mines antipersonnel, etc.

Vit mal cette militarisation de l'enseignement, commence à être repéré comme dissident* et décide de démissionner. Exilé à Prague, réalise son premier film *Mr. Nobody Against Putin*, documentaire sur la dissidence en Russie contemporaine.

* Un jour, au-dessus de son bureau, il a remplacé le drapeau de la Russie par celui blanc-bleu-blanc de l'opposition russe.

Images :

- Pavel Talankin
- Affiche de son film *Mr. Nobody Against Putin* (2025), réalisé avec David Borenstein. Pinocchio est un personnage de fiction, héros du roman pour enfants *Les aventures de Pinocchio* écrit en 1881 par Carlo Collodi. Son nez s'allonge à chaque mensonge...



Anastasia Fomitchova et Yana Zinkevich

A. F., née en 1993 à Kiev, chercheuse en sciences sociales ukrainienne. Après une jeunesse française, s'engage auprès du 'Bataillon des Hospitaliers', corps de soignants en première ligne fondé par Yana Zinkevich*.

En 2024, soutient sa thèse à l'université d'Ottawa. La même année, cofonde le centre de réflexion 'EU Leap' à Kiev.

Dans son livre *Volia* ("volonté" et "liberté", 2025), fait part de son expérience auprès des blessés.

« Nous sommes épuisés. Épuisés par les deuils, épuisés par les bombardements, épuisés par la peur. On a tous perdu des amis, des frères et des sœurs d'armes, des membres de notre famille. On perd énormément de gens sur le front. La société a beaucoup trop souffert, mais il n'y a pas d'alternative : soit on poursuit le combat, soit l'Ukraine disparaît. (...) D'après les chiffres qui circulent, environ 22-23 % des effectifs de l'armée ukrainienne sont composés de femmes aujourd'hui. »

- Image du bas : [Yana Zinkevich](#), née en 1995, députée ukrainienne, ancienne manifestante du Maïdan partie se battre contre les séparatistes et les Russes au printemps 2014. Durant un bombardement, se réfugie dans un sous-sol aux côtés d'un prêtre orthodoxe, et se jure de redonner vie au corps des Hospitaliers (en référence aux hospitaliers du Moyen Âge), si elle en réchappe. Survit et tient sa promesse. En 2015, est gravement blessée dans un accident de voiture et devient paraplégique. Se déplaçant aujourd'hui en fauteuil roulant, continue de commander le bataillon.





Daniil Mukhametov

Né en 2004, jeune citoyen russe. Opposé à la guerre d'agression de l'Ukraine, objecte en conscience au service militaire, est torturé par le FSB. Alors qu'il voyage en train de Russie vers l'enclave russe de Kaliningrad le 17 juin 2025, saute du train en mouvement en Lituanie*.

Réussit à rejoindre la Finlande, où il demande l'asile politique. La Lituanie le qualifie immédiatement de « *saboteur russe* », lance une campagne médiatique diffamatoire et ouvre une procédure pénale. Est placé sous mandat de recherche international. Finalement, la Finlande décide qu'il serait "plus simple" de le renvoyer en Lituanie où il risque, jusqu'à 2 ans d'emprisonnement pour "franchissement illégal de frontière", puis très probablement une déportation ultérieure vers la Russie. Comme son affaire est très médiatisée, le FSB et les autorités russes l'attendent déjà.

Dépose une demande de mesures provisoires devant la 'Cour européenne des droits de l'homme' en vertu de la règle 39, afin d'empêcher son renvoi en Lituanie puis en Russie.

* Le transit entre la Russie continentale et Kaliningrad via la Lituanie est régi par un accord entre l'Union européenne et la Russie définissant des obligations spécifiques. Les agents des frontières contrôlent les documents de tous les passagers russes voyageant via des procédures de transit simplifiées, garantissant ainsi le respect des exigences du Code frontières Schengen et empêchant toute entrée non autorisée.

- Image du haut : Logo du 'Mouvement des objecteurs de conscience' russe (MCO). Sasha Belik et Katya Dikovskaïa montrent que la guerre entre la Russie et l'Ukraine fait évoluer le concept de conscription et le droit à l'objection de conscience.



Alexander Lavut

Jeune citoyen russe né en 2006, petit-fils du mathématicien-géologue dissident Alexander Lavut (1929-2013). Depuis l'âge de 13 ans, participe à toutes les manifestations contre le pouvoir de V. Poutine. Suivi par des milliers de personnes sur les réseaux sociaux, est l'un de ceux qui animent la nouvelle dissidence russe.

Risquant l'arrestation au nom de lois de plus en plus répressives, et après plusieurs mois de transit en Géorgie, se réfugie en France où il obtient le statut de réfugié politique. Prend la parole lors des manifestations parisiennes.

Crée en mai 2022 une chaîne sur le réseau 'Telegram', qui propose une aide personnalisée aux Ukrainiens se trouvant actuellement en Russie*.

« Je suis parti pour quoi, pour manger les croissants et pour apprendre le français dans un lycée français ? Non, je suis parti pour mener un combat pour ceux qui sont restés en Russie, ne pouvant pas aller en Europe. Je dois le faire. »

Deux millions de réfugiés ukrainiens se trouvent en Russie depuis le commencement de la guerre. Ils y ont fui ou ont été amenés de force. Quand ils ne sont pas enfermés dans des camps ou dans des prisons, ils se retrouvent dans des centres d'accueil ou parfois dans la nature, sans logement ni ressources. Plusieurs centaines de milliers de volontaires russes leur viennent en aide - logement, vêtements ou argent - dans des centaines de villes russes. Et, précise Alexandre, *« l'État russe ne peut pas grand-chose pour les empêcher de venir en aide aux Ukrainiens »*

Image du bas : durant un piquet pour la libération des prisonniers politiques à Moscou.



Arseny Turbin

Adolescent et militant politique russe, né en 2008 à Dubaï (Émirats arabes unis) d'une mère russe et d'un père émirati. En 2023, publie sur *Telegram* des textes indiquant son refus de l'agression militaire de l'Ukraine, crée un site Internet intitulé Свободная Россия ("Russie libre") et distribue des tracts anti-Poutine.

Le 29 août 2023, son domicile est perquisitionné par le FSB, il est placé en détention le 5 septembre. Il est d'abord assigné à résidence, puis transféré dans un centre de détention provisoire. En juin 2024, un tribunal militaire de Moscou le condamne à 5 ans de détention dans une colonie pénitentiaire pour mineurs, en vertu de l'article 205.5 - 2 du Code pénal russe ("*participation à une organisation terroriste*"), pour avoir rejoint la 'Légion Liberté de la Russie', une unité paramilitaire composée de volontaires russes combattant pour l'Ukraine contre l'armée russe. Selon *Mediazona* et le *Moscow Times*, les preuves de l'accusation ont été truquées et le FSB a déformé les déclarations de l'adolescent lors de son interrogatoire.

* L'adolescent reconnaît avoir été contacté par la Légion, mais nie l'avoir rejoint et clame son innocence. Il est détenu au SIZO-5 de Moscou (Vodnik), où il signale des violences de la part d'un codétenu et une perte de poids importante. En octobre 2024, il est placé à l'isolement après une dispute de cellule, puis transféré dans une colonie pénitentiaire pour mineurs du kraï de Perm. Il est considéré par les groupes de défense des droits humains et les médias comme l'un des plus jeunes prisonniers politiques de la Russie moderne.

Selon l'organisation de surveillance indépendante OVD-Info, depuis 2009, 35 autres mineurs ont également fait l'objet de poursuites pénales pour raison politique en Russie.

